

Nous persévérerons, forts du consensus de notre peuple et de l'engagement patriotique des plus jeunes, dans la lutte anti-impérialiste et dans la défense de notre indépendance

Discours du ministre des Relations extérieures de Cuba, Bruno Rodríguez Parrilla, sur le thème Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique, au siège des Nations Unies, à New York, le 1^{er} novembre 2017

(Traduction de la version sténographique du Conseil d'État)

Monsieur le Président,
Excellences, messieurs les représentants permanents,
Illustres délégués,
Citoyens étasuniens et cubains résidant aux États-Unis présents dans la salle,

Je tiens à adresser au peuple et au gouvernement des États-Unis, au maire Bill de Blasio ; au gouverneur Andrew Cuomo et aux autres autorités de New York, ainsi qu'à leurs citoyens et très spécialement aux familles des victimes, nos plus sincères condoléances au nom du peuple et du gouvernement cubains, à la suite de l'acte terroriste perpétré dans l'après-midi d'hier.

J'aimerais également exprimer nos sincères condoléances aux peuples et aux gouvernements d'Argentine et de Belgique.

Monsieur le Président,
Je tiens à exprimer ma plus énergique condamnation des déclarations irrespectueuses, offensives et interventionnistes formulées par l'Ambassadrice des États-Unis aux Nations Unies, il y a quelques minutes, contre Cuba et contre le gouvernement cubain.

Je rappelle que les États-Unis, où sont commises des violations flagrantes des droits de l'Homme qui suscitent une profonde préoccupation de la communauté internationale, n'ont pas la moindre autorité morale pour critiquer Cuba, un petit pays, solidaire, au parcours international vaste et reconnu ; un peuple noble, laborieux et amical.

Elle parle au nom du chef d'un empire qui est responsable de la plupart des guerres qui se livrent aujourd'hui sur la planète, qui assassinent des innocents et constitue le principal facteur d'instabilité mondiale et de très graves menaces à la paix et à la sécurité internationale, foulant aux pieds le Droit international et la Charte des Nations Unies qu'elle vient cyniquement d'invoquer.

Ce ne sont pas 55 ans, Mme l'Ambassadrice, vous vous êtes trompée dans votre première phrase ; ce sont 26 de ces séances se sont succédées et l'origine des faits qui sont débattus aujourd'hui remonte à plus d'un siècle.

Elle ment, en utilisant le même style qui prévaut aujourd'hui dans la politique étasunienne. Tout a commencé avant l'existence même de la Nation cubaine. Lorsque, pour la première fois, le peuple cubain prit les armes en 1868, les appétits annexionnistes et de domination de ce qui était et est aujourd'hui l'impérialisme étasunien, s'étaient déjà déclinés.

En 1868, en se servant d'un prétexte – ce qui caractérise l'histoire moderne des États-



Bruno Rodríguez Parrilla, ministre des Relations extérieures de Cuba.

Unis – : l'explosion du cuirassé *Maine* dans un port cubain, ils entrèrent en alliés des forces indépendantistes cubaines pour occuper ensuite le pays en envahisseurs ; ils imposèrent l'Amendement Platt, confisquèrent l'indépendance et la souveraineté de Cuba ; ils réalisèrent trois occupations militaires, imposèrent 60 ans d'une domination absolue qui prit fin le 1^{er} Janvier 1959 avec l'entrée à La Havane de l'Armée rebelle et le triomphe de la Révolution cubaine, qui livre aujourd'hui les mêmes batailles qui ont inspiré notre peuple voilà plus de 100 ans (Applaudissements).

Elle ment. Elle a utilisé une phrase, attribuant supposément à une source cubaine une affirmation sur la dénommée Crise d'Octobre ou des Missiles. Et je l'invite à révéler sa source, le nom de l'auteur, à présenter des preuves. Cela ressemble à un tweet comme ceux qui prolifèrent dans ce pays en ces temps de haine, de division et de politique sale (Applaudissements).

Au triomphe de la Révolution cubaine, le gouvernement des États-Unis se fixa comme objectif le changement de régime. La politique énoncée le 16 juin par le président Trump n'est pas nouvelle. C'est la même politique, la même vieille politique ancrée dans le passé.

Elle a mentionné l'illustre ambassadeur nord-américain Adlai Stevenson. Elle a oublié de préciser que c'est lui qui fut chargé du triste devoir, trompé par son gouvernement, de montrer, lors d'une session du Conseil de sécurité, des photos de supposés avions, – il s'agissait en réalité d'avions étasuniens re-

peints aux couleurs de la Force aérienne cubaine –, qui le 15 avril bombardèrent la ville de La Havane, provoquant de nombreuses pertes, ce qui fut le prélude de l'attaque de l'invasion de Playa Giron ou Baie des Cochons.

Ces bombardements et le mensonge involontaire de l'ambassadeur Stevenson, qui avait été trompé par son gouvernement, se produisirent avant même la déclaration du caractère socialiste de la Révolution cubaine. Ces bombardements furent antérieurs à la déclaration du caractère socialiste de notre Révolution.

Elle a parlé de la Crise d'Octobre.

On parle ces jours-ci de l'assassinat du président Kennedy et de la déclassification de certains documents. La vérité a trop longtemps été cachée au peuple des États-Unis. Il faut tout déclassifier.

Mais, si elle souhaite parler de ces questions, je lui suggère de lire le livre « *Entraîné pour tuer Castro* », de l'agent de la CIA Veciana, dans lequel il raconte sa rencontre avec l'agent de la CIA David Phillips et Lee Harvey Oswald, à Dallas, dans la troisième semaine de septembre 1963.

Ce fut une histoire de mensonges et d'agressions : l'Opération Northwoods, l'Opération Mangouste. L'information selon laquelle à cette époque les États-Unis avaient massé 261 000 soldats qui se tenaient prêts à participer à une invasion directe à Cuba a été déclassifiée. À l'époque, la Floride abritait la plus grande base militaire de l'histoire, qui comptait plus de 700 officiers, jusqu'à la création de la base militaire

de Saigon, encore plus grande.

Elle utilise le style du procès d'Alice au pays des merveilles : la sentence d'abord, le jugement ensuite.

Je parle au nom de mon peuple, et je parle aussi au nom de ceux qui ne peuvent pas appeler le président Trump et l'Ambassadrice des États-Unis par leur nom, mais qui sentent et pensent comme moi. Du moins a-t-elle reconnu l'isolement absolu des États-Unis dans cette salle et dans ce monde. Ils sont seuls sur la question du blocus contre Cuba ! (Applaudissements).

Elle ignore le poids de la vérité, elle sous-estime la force d'une idée juste au fond d'une grotte, plus puissante qu'une armée, comme le signalait José Martí, qui écrivit, dans une lettre inachevée serrée contre sa poitrine, la phrase suivante : « *Je cours désormais tous les jours le risque de donner ma vie pour mon pays et pour mon devoir qui est d'empêcher avant qu'il ne soit trop tard, au moyen de l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne se s'étendent dans les Antilles avant de s'abattre avec cette force supplémentaire sur nos terres d'Amérique.* »

Ambassadrice, tout a commencé il y a bien plus de 26 ans, il y a bien plus de 55 ans. En plus de l'agression militaire, de la fabrication de prétextes, de plans d'invasion directe, de mesures d'asphyxie contre notre économie, du terrorisme d'État, de la déstabilisation et de la subversion, il fut proposé – je cite le mémorandum infâme du Secrétaire d'État Lester Mallory, signé le 6 avril 1960 – « *de provoquer le désenchantement (...) par l'insatisfaction économique et la pénurie (...)*

TIRÉ DU COMPTE TWITTER DE CUBAMINREX

en refusant à Cuba l'argent et les livraisons afin de réduire les salaires nominaux et réels ». C'est dans le but de « provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement » que fut créé le blocus contre Cuba.

Or, lorsque les présidents Raul Castro et Barack Obama firent les annonces surprenantes et encourageantes du 17 décembre 2014, le président Obama qualifia le blocus de politique ratée et obsolète, d'inefficace dans ses objectifs, responsable de dommages au peuple cubain et de l'isolement du gouvernement des États-Unis. Il devait ensuite le considérer comme inutile au but de faire avancer les intérêts étasuniens, voué à l'échec, insensé, non viable et comme un lourd fardeau pour les citoyens.

Mais jamais le blocus ne fut reconnu comme une violation flagrante, massive et systématique des droits humains des Cubains, ce que l'Ambassadrice des États-Unis a omis cyniquement, il y a quelques heures, ni comme une transgression du Droit international ou un acte de génocide, selon la Convention de Genève et il n'a pas renoncé non plus à ses objectifs d'asservissement de notre peuple. Cependant, à l'époque, le président des États-Unis avait réitéré sa décision d'user de ses facultés exécutives et d'œuvrer avec le Congrès à la levée du blocus.

Un reflet pratique de cette volonté fut le vote en abstention des États-Unis, en 2016, de cette résolution, dont l'Ambassadrice des États-Unis vient de se moquer.

Cette période fut marquée par des progrès substantiels en matière de relations diplomatiques, de dialogue et de coopération dans des domaines d'intérêt et mutuellement bénéfiques, mais durant ces deux dernières années, l'essentiel du blocus demeura en vigueur, même si certaines décisions exécutives furent adoptées qui modifièrent son application de manière très limitée, mais allant dans la direction positive. Il est significatif de constater comment, dans le cadre de l'interdiction de voyager à Cuba, qui constitue une violation des droits et des libertés civiles des citoyens étasuniens – dont elle ne fait aucune mention –, le recours aux autorisations de voyages s'est développé. Des résultats tangibles ont également été obtenus en matière de coopération bilatérale, mutuellement bénéfique, dans des domaines aussi importants que la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue ou le crime cybernétique.

M. le Président, le 16 juin, le président Donald Trump a proclamé le blocus comme un axe fondamental de sa politique anticubaine, et il a annoncé une série de mesures visant à son durcissement.

Dans un discours désuet et hostile, typique de la Guerre froide, et face à un auditoire composé, entre autres, de partisans aigris du dictateur Batista, d'annexionnistes et de terroristes, le président étasunien a repris de vieilles allégations de prétendues violations des droits de l'Homme à Cuba pour justifier le renforcement du blocus. À cette tribune, nous avons entendu ce matin son écho, sa boîte de résonance.

Le président Trump n'a pas la moindre autorité morale pour faire le procès de Cuba. Il préside un gouvernement de millionnaires dont l'objectif est d'appliquer des mesures sauvages contre les familles à faibles revenus et les pauvres de son pays, les minorités et les immigrants. Il suit un programme qui encourage la haine et la division. Il prêche un dangereux exceptionnalisme et un suprématisme, sous couvert de patriotisme, qui engendrera encore plus de violence. Il ignore la volonté des électeurs : les deux tiers des Étasuniens et des Cubains résidant aux États-Unis sont favorables à la levée du blocus.

Les politiques en vigueur aux États-Unis portent préjudice aux citoyens, il règne une corruption de la politique, qui est prise en otage par les dénommés « intérêts spéciaux », c'est-à-dire les intérêts et l'argent des entreprises ; un manque de garanties en matière d'éducation, de santé et de sécurité



CUBAMINREX

sociale, des restrictions à la syndicalisation et la discrimination de genre.

Il y a lieu de condamner le recours à la torture, l'assassinat d'Afro-américains par la police, les civils tués par leurs troupes, le recours à l'application aveugle et racialement différenciée de la peine de mort, l'assassinat, la répression et la surveillance policière des migrants, la séparation des familles et l'arrestation et la déportation de mineurs, ainsi que la menace de mesures brutales contre les enfants des émigrés illégaux qui ont grandi et ont été éduqués aux États-Unis.

Il s'agit du gouvernement qui a perdu le vote populaire.

L'Ambassadrice des États-Unis nous a fait part de son rêve. Je préfère répéter celui de Martin Luther King, lorsqu'il a dit : « *Je fais le rêve qu'un jour cette nation se lèvera et vivra le vrai sens de sa foi. Les hommes naissent égaux. Que sonne la cloche de la liberté.* » (Applaudissements).

Elle est venue nous dire qu'elle reconnaît que l'avenir de l'île se trouve entre les mains du peuple cubain. Elle ment effrontément. Jamais il n'en a été ainsi dans l'Histoire. C'est l'histoire de la tentative de domination et de l'hégémonie sur Cuba.

La politique annoncée vise à ramener les relations à un passé d'affrontement pour satisfaire les intérêts sinistres de cercles extrémistes de la droite étasunienne et d'une minorité frustrée et vieillie d'origine cubaine de la Floride.

Le Mémoire présidentiel qui fixe la politique vis-à-vis de Cuba comporte, entre autres mesures, de nouvelles restrictions aux relations économiques, commerciales et financières de sociétés étasuniennes avec des entreprises cubaines. Des entraves supplémentaires sont imposées à la liberté de voyager des citoyens étasuniens avec la suppression des voyages individuels dans la catégorie des échanges dits *de peuple à peuple*, ainsi que des mesures de surveillance sur le reste des voyageurs de ce pays.

Ces dernières semaines, le président Donald Trump a réitéré à quatre reprises différentes (y compris devant cette Assemblée, en septembre dernier) que son gouvernement ne lèvera pas le blocus exercé contre Cuba, à moins que l'île opère des changements dans son ordre interne.

Je réaffirme aujourd'hui que Cuba n'acceptera jamais de conditions ni d'impositions, et nous rappelons au Président et à l'Ambassa-

drice que cette approche, appliquée par une dizaine de leurs prédécesseurs, n'a jamais fonctionné et ne fonctionnera jamais. Ce ne sera qu'une tentative de plus dans une politique ancrée dans le passé.

Plus récemment, sous prétexte de dommages à la santé de certains diplomates à La Havane, sans qu'il n'y ait la moindre preuve sur leur cause ou leur origine – car ils mentent lorsqu'ils parlent d'attaques ou d'incidents –, ni de résultats des investigations en cours, le gouvernement des États-Unis a adopté de nouvelles mesures de nature politique contre Cuba, qui intensifient le blocus et affectent les relations bilatérales dans leur ensemble.

Parmi ces dispositions, il a suspendu la délivrance de visas aux voyageurs et émigrants cubains par son Consulat à La Havane, ce qui porte préjudice au droit des citoyens de voyager librement et de visiter ce pays pour de brèves périodes, comme l'ont fait cette année plus de 163 000 Cubains, ou entrave sérieusement la réunification familiale d'autres personnes malgré l'accord bilatéral en vertu duquel les États-Unis se sont engagés à accorder au moins 20 000 visas d'émigrants par an. L'exigence d'une entrevue en face-à-face aux voyageurs de Cuba aux consulats des États-Unis dans des pays tiers, ainsi qu'aux émigrants à la section consulaire étasunienne à Bogota renchérit énormément les procédures et les rendra impossibles pour une bonne partie de ces personnes. Où sont leurs droits dans le discours des États-Unis ?

Rien ne saurait justifier que l'on fasse du tort aux personnes et aux familles pour tenter d'atteindre des objectifs politiques contre l'ordre constitutionnel à Cuba.

Dans le but politique de réduire les voyages et de porter préjudice au tourisme international à Cuba, le gouvernement étasunien a également lancé un avertissement, infondé et absolument mensonger, aux citoyens étasuniens afin qu'ils évitent de visiter notre pays.

En expulsant de manière injustifiée le personnel de notre consulat général à Washington, le seul aux États-Unis, il a gravement limité la capacité de celui-ci à fournir des services aux voyageurs étasuniens, et en particulier aux Cubains résidant ici, qui ont le droit absolu d'effectuer des visites dans leur pays et d'entretenir avec lui des relations normales.

Il a également réduit de manière arbitraire et sans raison le personnel de notre

ambassade, ce qui a provoqué, entre autres conséquences, le démantèlement de son Bureau économique et commercial, avec l'objectif politique retors de priver d'interlocuteur le secteur étasunien des entreprises, véritablement intéressé à explorer les opportunités d'affaires existantes, y compris dans le cadre restrictif des réglementations du blocus.

Rien d'étonnant non plus, avec ce que Mme l'ambassadrice a déclaré ici, ou auparavant ses dirigeants, que le président des États-Unis ne tienne pas compte du soutien international unanime en faveur des progrès sur lesquels il revient aujourd'hui, ni de ce même appel en faveur de la fin immédiate, totale et inconditionnelle du blocus.

Monsieur le Président, Comme l'a déclaré le président Raul Castro Ruz le 14 juillet dernier, « *nous réaffirmons que toute stratégie visant à détruire la Révolution, que ce soit par la coercition et les pressions ou le recours à des méthodes subtiles, est vouée à l'échec [...]. Cuba a la volonté de discuter avec les États-Unis des questions bilatérales en suspens, sur la base de l'égalité et du respect de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays, et de poursuivre le dialogue respectueux et la coopération dans des thèmes d'intérêt commun avec le gouvernement nord-américain.*

« *Cuba et les États-Unis peuvent coopérer et coexister, tout en respectant leurs différences et en œuvrant à la promotion de tout ce qui sera bénéfique pour nos deux pays et nos deux peuples, mais il ne faut pas s'attendre qu'en échange Cuba fasse des concessions sur des questions inhérentes à sa souveraineté et à son indépendance, [...] ni qu'elle négocie ses principes, ni qu'elle accepte des conditions, de quelque nature qu'elles soient, comme nous ne l'avons jamais fait dans l'histoire de la Révolution.* » Fin de la citation. (Applaudissements).

Monsieur le Président, Cuba présente aujourd'hui, pour la vingt-sixième fois consécutive devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le projet de résolution intitulé *Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique*.

Dans la conjoncture actuelle, ce texte revêt une importance particulière face au recul que signifient les actions du nouveau gouvernement des États-Unis contre Cuba.

Le blocus constitue le plus grand obstacle

au développement économique et social du pays et à la mise en œuvre du Plan national, conformément au Programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030. Il s'agit de la principale entrave au développement des relations économiques, commerciales et financières de Cuba avec les États-Unis et le reste du monde.

Selon les calculs rigoureux effectués par des institutions cubaines, le blocus durant l'année écoulée, d'avril 2016 à avril 2017, a provoqué des pertes à l'économie cubaine de l'ordre de 4,305 milliards de dollars.

Ce chiffre représente environ le double des investissements étrangers directs nécessaires annuellement à l'économie cubaine pour progresser de manière substantielle sur la voie du développement.

Les dommages cumulés s'élèvent à la somme énorme de 822,28 milliards de dollars, calculés en tenant compte de la dépréciation de l'or. À prix courants, cela équivaut à 130, 178 milliards de dollars.

Des dizaines de banques de pays tiers ont été pénalisées au cours de cette dernière période par la traque excessive et tenace des transactions financières cubaines.

Le blocus est contraire au Droit international et son application, agressivement extraterritoriale, porte atteinte à la souveraineté de tous les États. Il nuit également aux intérêts économiques et commerciaux dans toutes les latitudes.

Monsieur le Président,

L'Ambassadrice des États-Unis a omis de dire que le blocus constitue une violation flagrante, massive et systématique des droits fondamentaux des Cubaines et des Cubains, et peut être qualifié d'acte de génocide aux termes de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948. C'est aussi un obstacle à la coopération internationale offerte par Cuba dans des secteurs humanitaires à 81 pays du Sud.

Les dommages humains causés par l'application de cette politique s'avèrent incalcula-

bles. Il n'est pas de famille cubaine ni de service social à Cuba qui ne souffre des privations et des conséquences du blocus. L'émigration cubaine souffre également de discrimination et de préjudices.

Au cours de l'année écoulée, *Medicuba S.A.*, l'entreprise d'import-export cubaine de produits médicaux, a demandé l'achat de fournitures auprès de 18 entreprises étasuniennes lesquelles, soit ont refusé soit n'ont jamais donné de réponse.

D'autres, comme la société étasunienne *Promega*, réputée pour la fabrication de trousseaux de diagnostic servant à déterminer la charge virale chez des patients atteints du VIH/SIDA, d'hépatite C ou de pathologies rénales, a refusé en juin 2017 de vendre ses produits à *Medicuba S.A.*, sous prétexte que le Département du Trésor a mis en place des sanctions commerciales, ce qui l'empêche de vendre ses produits à l'île.

À cette même date, et avec le même argument, nous avons été informés du refus de fournir des produits à Cuba de la part de l'entreprise *New England Biolabs Inc.*, qui commercialise une vaste gamme d'enzymes, comme la *Proteinase K*, un réactif permettant de réaliser le diagnostic de maladies telles que la dengue, le zika et le chikungunya, ainsi que d'autres enzymes à usages multiples pour le diagnostic de malformations congénitales chez les fœtus et permettant de déterminer la compatibilité entre les donneurs d'organe et les patients en attente de greffe de rein, de moelle osseuse, de foie, entre autres.

Avançant ce même prétexte, cette société a refusé d'effectuer des livraisons de nature totale humanitaire à Cuba.

En avril 2017, le fournisseur allemand *Eckert & Ziegler Radiopharma GmbH* a refusé de vendre à cette même société médicale cubaine le générateur *Ge-68 / Ga-68*, ainsi que ses composants. Un dispositif utilisé dans le diagnostic du cancer de la prostate. Selon cette société, il était impossible de fournir ce

produit directement à Cuba, ni à travers un pays tiers, car le blocus l'interdisait.

Le service de cardiologie de l'Hôpital clinique chirurgical *Hermanos Ameijeiras*, a besoin d'urgence d'un appareil d'assistance circulatoire pour traiter le choc d'origine cardiaque, la cardiologie interventionniste et l'électrophysiologie, permettant la récupération après une défaillance cardiaque et le prolongement de la vie du patient.

La société étasunienne *Abiomed*, leader de ces produits sur le marché mondial, dispose du système *Impella*, parfait pour le traitement de ces pathologies. En septembre 2016 et février 2017, l'entreprise *Medicuba S.A.* a contacté cette société pour étudier la possibilité d'intégrer ce produit au système de santé à Cuba. Une demande qui à ce jour est restée sans réponse.

Monsieur le Président,

Nous exprimons notre plus profonde reconnaissance à tous les gouvernements et peuples, parlements, forces politiques et mouvements sociaux, représentants de la société civile, organisations internationales et régionales qui ont contribué, par leur voix et leur vote, année après année, à faire valoir la justice et à l'urgence de l'abolition du blocus.

Nous exprimons également notre gratitude à la grande majorité du peuple étasunien pour le soutien apporté à cet objectif louable.

Le fait que l'ambassadrice des États-Unis ait fait référence au gouvernement bolivarien du Venezuela de manière aussi interventionniste et inacceptable est une offense à la conscience de l'humanité. Elle offense l'héroïque peuple vénézuélien, son union civique et militaire, le gouvernement bolivarien et chaviste dirigé par le président Nicolas Maduro Moros.

Le gouvernement des États-Unis ment lorsqu'il qualifie le Venezuela de menace à sa sécurité nationale. Un pays qui est, comme par hasard, la première réserve prouvée d'hydrocarbures de la planète.

Comme l'écrivit le Libertador Simon Bolivar, « [...] « Les États-Unis semblent être destinés

par la providence à affliger l'Amérique de misères au nom de la liberté ». Je fais miens ces mots de Bolivar pour répondre à l'ambassadrice.

Nous sommes en ce moment à Cuba en plein processus électoral, propre et constitutionnel, dans lequel on n'achète pas de sièges et où les intérêts particuliers ne prévalent pas, où il n'y a pas de campagnes mensongères dominées par l'argent, des élections où la volonté des électeurs n'est pas manipulée, des élections où l'on n'attise pas la division et la haine.

Monsieur le Président,

Nous saluons tout particulièrement tous ceux qui ont exprimé leur inquiétude et leur rejet des mesures coercitives annoncées par le gouvernement actuel des États-Unis.

Le peuple cubain ne renoncera jamais à construire une nation souveraine, indépendante, socialiste, démocratique, prospère et durable (Applaudissements).

Nous persévérons, forts du consensus de notre peuple et spécialement de l'engagement patriotique des Cubains les plus jeunes, dans la lutte anti-impérialiste et dans la défense de notre indépendance, pour laquelle des dizaines de milliers de Cubains sont déjà tombés et pour laquelle nous avons couru les plus grands risques, comme nous l'avons démontré à Playa Giron et face à toutes les menaces.

Nous conserverons une éternelle loyauté envers l'héritage de José Martí et de Fidel Castro Ruz (Applaudissements).

Monsieur le Président,

Illustres représentants permanents,

Chers délégués et délégués,

Notre peuple suit ce débat avec espoir. En son nom, je vous demande de voter en faveur du projet de résolution A/72/L. 30, *Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique.*

Je vous remercie (Applaudissements vifs et nourris)

Exclamations de : « Vive Cuba ! » « Cuba oui, blocus non ! » •



JE CHOISIS CUBA

UNE DESTINATION DE SANTÉ

POUR TOUS

Services médicaux d'assistance à Cuba



SMC
Entreprise de commercialisation de services médicaux cubains, S.A.

www.smesalud.eu

